

CONVENTION DE PARTENARIAT ÉDUCATION NATIONALE – JUSTICE

L'acquisition d'une culture civique et l'expérience de la responsabilité individuelle et collective constituent les moyens indispensables à la découverte, par les élèves, des valeurs qui fondent et cimentent notre société.

C'est là l'une des premières missions de l'Ecole qui doit, par l'enseignement et l'éducation, faciliter l'épanouissement de chacun et lui permettre de s'insérer dans la société.

Ainsi, l'objectif de vouloir faire accéder les jeunes au statut d'adulte suppose qu'ils puissent avoir une claire conscience de leurs droits, mais aussi de leurs obligations et de leurs responsabilités sur lesquels se fonde l'exercice d'une véritable citoyenneté.

Dans cette perspective,

Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Montpellier,

Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Montpellier,

Monsieur le Recteur de l'Académie de Montpellier, Chancelier des Universités,

Arrêtent la convention de partenariat suivante :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de promouvoir des actions d'information juridique et judiciaire, des visites de locaux judiciaires, des séances d'études de dossiers ou de cas pratiques, l'assistance à des audiences correctionnelles ou d'assises, des interventions de magistrats ou fonctionnaires de Justice dans les établissements scolaires, des stages, au sein d'une juridiction civile ou pénale, au bénéfice :

- des élèves des lycées et collèges,
- des personnels de direction et d'éducation des établissements scolaires, (chefs d'établissement, adjoints, conseillers principaux d'éducation, gestionnaires...),
- des enseignants en particulier chargés de l'éducation civique, juridique et sociale, ainsi que les professeurs principaux,
- des personnels d'inspection et d'orientation,
- des personnels des services sociaux et santé.

Les actions proposées sont indifféremment ouvertes aux élèves et personnels des établissements publics ou privés.

ARTICLE 2 : CONTENU DES ACTIONS

La réalisation des objectifs fixés à l'article 1 consistera à mettre en œuvre des actions dont les contenus seront spécifiquement adaptés aux élèves ou aux enseignants et personnels de l'éducation nationale :

⇒ Les actions proposées aux élèves :

• L'intervention en établissement :

Un magistrat, un fonctionnaire ou un assistant de Justice intervient dans un établissement d'enseignement pour évoquer devant une classe ou un groupe d'élèves, tel ou tel aspect du fonctionnement de la Justice.

• La visite d'un site judiciaire :

Une classe ou un groupe d'élèves se transporte dans les locaux du greffe d'une juridiction pour une visite des services et des salles d'audience, sous la conduite d'un magistrat, d'un fonctionnaire ou assistant de Justice. La visite s'achève par une table ronde avec les élèves.

• L'audience assistée :

Une classe ou un groupe d'élèves consacre une demi-journée à la découverte d'une audience d'une juridiction.

- Les élèves sont accueillis, 15 minutes avant l'audience, par un magistrat, un fonctionnaire ou assistant de justice qui leur présente succinctement le contenu et le déroulement des débats judiciaires auxquels ils vont assister.
- Ils prennent place, ensuite dans la salle d'audience et assistent à deux ou trois heures de débats environ.
- Ils sont pris en charge par un magistrat, à l'issue de ce " temps judiciaire ", les élèves sont réunis dans une salle de la juridiction pour engager avec lui un échange autour de ce qu'ils viennent de vivre : questions, réactions, critiques... Cet échange peut éventuellement être reporté les jours suivants.

Un compte rendu de l'action sera préparé par la classe ou le groupe d'élèves et transmis à la juridiction concernée.

⇒ Les actions proposées aux enseignants et aux personnels de l'éducation nationale :

- Visite ou stage d'une ou plusieurs journées au sein d'une juridiction civile ou pénale.

ARTICLE 3 : COMITE DE PILOTAGE, COMPOSITION

Un comité de pilotage est constitué. Il est placé sous l'autorité conjointe de Madame la Première Présidente, Monsieur le Procureur Général et Monsieur le Recteur de l'Académie de Montpellier, Chancelier des Universités.

Le secrétariat est conjointement assuré par les services de la Cour d'Appel et par les services rectoraux.

Ce comité est composé :

Pour l'institution judiciaire :

- de la Première Présidente ou de son représentant,
- du Procureur Général ou de son représentant,
- d'un magistrat de la Cour d'Appel,
- d'un magistrat de chaque Tribunal de Grande Instance du ressort,

Pour l'éducation nationale :

- du Recteur de l'Académie de Montpellier, Chancelier des Universités, ou de son représentant,
- des Inspecteurs d'Académie, Directeurs des services départementaux de l'Education Nationale de l'Aude, de l'Hérault, des Pyrénées Orientales ou de leurs représentants
- du Directeur de l'Action Pédagogique et des Inspections ou de son représentant,
- du Directeur de la Direction Académique des Elèves, des Etablissements et de la Contractualisation,,
- du Délégué Académique à la formation des personnels de l'Education Nationale ou de son représentant,
- du Directeur de l'IUFM de l'Académie de Montpellier ou de son représentant,
- du Directeur du CRDP ou de son représentant,

ARTICLE 4 : COMITE DE PILOTAGE : MISSIONS

Le comité de pilotage a pour mission de fixer, pour chaque année scolaire à venir, un **projet d'orientation** des actions conduites dans le cadre de cette convention : objectifs, nature, programme, durée, modalités, nombre et nature des participants etc.

En fin d'année scolaire, il en dressera le bilan.

ARTICLE 5 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Les modalités de mise en œuvre de la convention sont récapitulées dans l'annexe I de la présente intitulé « Mode d'emploi ».

Des conventions particulières de mise en œuvre de la présente convention pourront être conclues par les différents Tribunaux de Grande Instance du ressort et les Inspections Académiques après avis du Comité de pilotage.

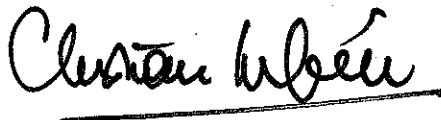
ARTICLE 6 : DUREE, AMENDEMENT, RESILIATION

La présente convention est conclue pour trois ans à compter de la date de sa signature soit jusqu'au 9 janvier 2012. Elle peut être amendée ou résiliée à tout moment à la demande de l'un des cosignataires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut être reconduite par un avenant exprès.

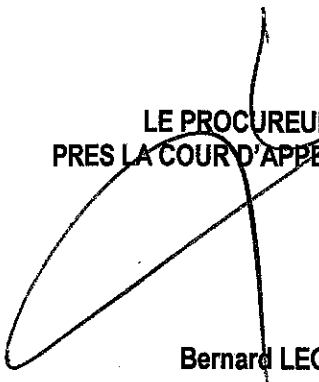
Cour d'Appel de Montpellier, le 9 janvier 2009,

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER,
CHANCELIER DES UNIVERSITES



Christian NIQUE

LE PROCUREUR GENERAL
PRES LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



Bernard LEGRAS

LA PREMIERE PRESIDENTE
DE LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



Catherine HUSSON-TROCHAIN

ANNEXE I

MODE D'EMPLOI

Formuler une demande écrite précisant :

- ▶ Identité et adresse de l'établissement d'enseignement :
- ▶ Identité de l'enseignant sollicitant l'action : (en fournissant ses coordonnées téléphoniques)
- ▶ Identification de la classe (niveau, section) :
- ▶ Nombre d'élèves participants :
- ▶ Date ou période de l'action souhaitée :
- ▶ Nature de l'action sollicitée :

La demande est à adresser :

➡ Pour la Cour d'appel de Montpellier et la Cour d'Assises de l'Hérault :

Magistrat référent : Monsieur David CHARMATZ, Substitut général, chargé du secrétariat général du Parquet Général, 1 rue Foch - 34023 MONTPELLIER cedex 1

➡ Pour le Tribunal de Grande Instance de Montpellier :

Magistrat référent : Monsieur Jean-Louis REYNAUD, Vice-président,
Place Pierre Flotte 34965 MONTPELLIER cedex

➡ Pour le Tribunal de Grande Instance de Béziers :

Magistrat référent : Monsieur François MALLET, Président
Place de la Révolution CS 604 - 34543 BEZIERS cedex

➡ Pour le Tribunal de Grande Instance de Carcassonne et la Cour d'Assises de l'Aude :

Magistrat référent : Monsieur Guy DESAINT-DENIS, Président,
28, boulevard Jean Jaurès - B.P. 818 - 11012 CARCASSONNE cedex

➡ Pour le Tribunal de Grande Instance de Narbonne :

Magistrats référents : Monsieur Philippe ROMANELLO, Substitut (parquet)
Madame Sylvie DUEZ, Vice-présidente (siège)
19, boulevard du Général de Gaulle - 11100 NARBONNE

➡ Pour le Tribunal de Grande Instance de Perpignan et la Cour d'Assises des Pyrénées Orientales :

Magistrat référent : Madame Brigitte SCHILDKNECHT, Vice-procureure,
Place Arago - B.P. 921 - 66921 PERPIGNAN cedex